



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE

Division de l'appui opérationnel

Bureau du budget et de l'administration

Section administration

85, Bd Clemenceau – BP 33284

35032 RENNES CEDEX

Tél. : 02 99 32 53 73

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
CCAP**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX À PROCÉDURE ADAPTÉE

OBJET DU MARCHÉ :

**TRAVAUX DE MISE EN SÉCURITÉ ÉLECTRIQUE DES LOGEMENTS
FAMILLE DE LA GENDARMERIE BUQUET À BREST (29)**

n° de référence du marché : 2025-TRVX-1

CCAG de référence appliqué au présent marché : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP.....	1
Article 1 - Objet / Présentation du marché.....	4
1.1 Nature et lieu de l'opération.....	4
1.2 Procédure et forme du marché.....	4
1.3 Allotissement et tranches.....	4
1.4 Solution de base, variantes et PSE.....	4
Article 2 - Intervenants.....	5
2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur.....	5
2.2 Service chargé de la mise en place et du suivi de l'exécution du marché.....	5
2.3 Service chargé du suivi technique de l'opération.....	5
2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage pour les services de la Gendarmerie.....	5
2.5 Comptable assignataire.....	5
2.6 Bureau de contrôle.....	5
2.7 Titulaires, co-traitance et sous-traitance.....	6
2.7.1 Co-traitance.....	6
2.7.2 Sous-traitance.....	6
Article 3 - Pièces contractuelles.....	7
Article 4 - Prise d'effet - Durée du marché.....	7
4.1 Durée du marché.....	7
4.2 Prise d'effet et délai d'exécution.....	7
Article 5 - Connaissance de site.....	8
Article 6 - Obligations du titulaire.....	9
6.1 Contraintes horaires d'exécution.....	9
6.2 Représentant du titulaire.....	9
6.3 Liste nominative du personnel et liste des véhicules.....	9
6.4 vêtement de travail et EPI.....	10
6.5 Comportement du personnel.....	10
6.6 Obligation de confidentialité.....	10
6.7 Mesure de sécurité.....	10
6.8 Sujétions des activités d'exploitation.....	10
Article 7 - Certification achats responsables.....	10
Article 8 - Clause sociale.....	11
8.1 Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations.....	11
8.2 Clause d'insertion sociale.....	11
Article 9 - Clause environnementale.....	13
9.1 Dispositions générales.....	13
9.2 Gestion des déchets.....	14

9.3 Prévention des nuisances acoustiques.....	14
Article 10 - Prix - Actualisation.....	14
10.1 Forme et contenu des prix.....	14
10.2 Actualisation des prix.....	15
10.3 Transmission pour approbation.....	15
Article 11 - Paiement - Facturation.....	15
11.1 Modalités de règlement.....	15
11.2 Intérêts moratoires.....	15
11.3 Facturation.....	16
Article 12 - Avance.....	16
12.1 Dispositions générales.....	16
12.2 Avance aux sous-traitants.....	17
Article 13 - Cession ou nantissement de créances.....	17
Article 14 - Réception.....	17
14.1 Réception.....	17
14.2 Levée des réserves.....	17
14.3 Documents fournis après exécution.....	18
Article 15 - Garanties.....	18
15.1 Garantie de parfait achèvement.....	18
15.2 Garantie de bon fonctionnement.....	18
15.3 Garanties particulières.....	18
15.4 Retenue de garantie.....	18
Article 16 - Assurances.....	18
Article 17 - Clause de réexamen.....	19
17.1 Dispositions générales.....	19
17.2 Pandémie, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	20
Article 18 - Pénalités.....	20
Article 19 - Langue.....	21
Article 20 - Résiliation.....	21
Article 21 - Litiges.....	22
Article 22 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe ».....	22
Article 23 - Dérogation au CCAG - Travaux.....	23

Article 1 - Objet / Présentation du marché

1.1 Nature et lieu de l'opération

Le présent marché a pour objet la réalisation de la mission suivante :

Travaux de mise en sécurité électrique des logements familles de la caserne Buquet à Brest (29)

Remplacement des interrupteurs, mise à la terre des éclairages et des prises, courant faible et remplacement des tableaux électriques.

Le lieu d'exécution du contrat est le suivant :

Escadron de gendarmerie de BREST
zone des familles
167 rue du Général Paulet, 29000 BREST

Groupe marchandise : 37.02.01 - Maintenance installations électriques (courant faible et fort, HT-BT)
Code CPV principal : 45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques

1.2 Procédure et forme du marché

Conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé selon une procédure adaptée.

1.3 Allotissement et tranches

Le marché n'est pas alloti, car les travaux ne nécessitent qu'un seul corps de métier localisé sur un site géographique précis.

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle, détaillées comme suit :

TRANCHE FERME
Bâtiment 1
Bâtiment 2
Bâtiment 3
Bâtiment 6
Bâtiment 7
Bâtiment 33
TRANCHE OPTIONNELLE
Bâtiment 4
Bâtiment 5

L'affermissement de la tranche optionnelle est envisagée avant la fin du premier semestre 2026.

1.4 Solution de base, variantes et PSE

Le dossier de consultation comporte une solution de base, à laquelle le candidat devra obligatoirement répondre, à défaut, son offre sera jugée irrégulière.

Les candidats ont la possibilité de proposer des variantes à l'offre de base, s'il en résulte une meilleure offre. Celle-ci ne doit pas avoir pour conséquence de modifier substantiellement le marché, dans cette hypothèse, l'offre sera jugée irrégulière.

Les éléments techniques demandés sont indiqués à l'article 1.2 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché comporte deux (02) prestations supplémentaires éventuelles (PSE), à savoir :

- la pose d'un coffret et d'un tableau de communication ;
- le chiffrage de prises RJ45 complémentaires.

Les éléments techniques demandés sont indiqués à l'article 6 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 2 - Intervenants

2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Région de gendarmerie de Bretagne
85, boulevard Georges Clemenceau - BP 33284
35032 RENNES CEDEX

Qualité du signataire du marché public

Le commandant de la Région de gendarmerie de Bretagne, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest est le **maître d'ouvrage**.

2.2 Service chargé de la mise en place et du suivi de l'exécution du marché

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau du budget et de l'administration - Section Administration
85 boulevard Georges Clemenceau
35032 RENNES CEDEX
Courriel : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.3 Service chargé du suivi technique de l'opération

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau de l'immobilier et du logement (BIL)
85 boulevard Clémenceau
35 000 RENNES
Tél. : 02.99.32.52.37
Courriel : bil.dao.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage pour les services de la Gendarmerie

ATIS INGENIERIE
110 rue Charles Nungesser 29490 GUIPAVAS

2.5 Comptable assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine
Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9
Tél : 02.99.79.80.00

2.6 Bureau de contrôle

SOCIÉTÉ SOCOTEC
M. Pascal CORMIER
Directeur commercial régional
Tél : 06 17 98 52 28
Courriel : pascal.cormier@socotec.com

2.7 Titulaires, co-traitance et sous-traitance

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentant(s) est ou sont réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur, les décisions nécessaires engageant le titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché.

2.7.1 Co-traitance

Le marché autorise le groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire conformément aux articles R2142-20 et R.2142.21 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du marché.

2.7.2 Sous-traitance

Les dispositions des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique et 3.6. du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent, notamment, que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance sera déclarée au moins quinze (15) jours avant son intervention.

Ci-dessous la liste des documents à fournir en cas de sous-traitance :

- Une déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée. Ce document est présent dans le dossier de la consultation ou via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Le contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et le sous-traitant ;
- Une attestation de régularité fiscale du sous-traitant datée de moins d'un an ;
- Une attestation de vigilance du sous-traitant datée de moins de six mois ;
- Le devis de l'opération sous-traitée ;
- Le RIB du sous-traitant.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Un titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- L'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- L'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- L'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- Les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site pourra entraîner l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières et s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 18 du CCAP, par dérogation à l'article 3.6.1.5. du CCAG-Travaux.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du marché ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par LRAR via le profil acheteur de la Région de Gendarmerie de Bretagne (PLACE).

Article 3 - Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le planning d'exécution des prestations établi en phase de préparation du chantier ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (certificat de visite, plans ainsi qu'un diagnostic amiante avant travaux qui sera annexé au dossier en cours de consultation) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-travaux), mis en place par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 4 - Prise d'effet - Durée du marché

4.1 Durée du marché

La durée du marché court de sa date de notification, pour toute la durée des travaux et jusqu'à la fin de toute obligation en découlant (période de garantie incluse).

4.2 Prise d'effet et délai d'exécution

Les tranches ferme et optionnelle du marché comprennent une période de préparation définie à l'article 28.1 du CCAG-Travaux et une période d'exécution des travaux définie ci-dessous.

Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Le délai d'exécution des prestations pour chaque tranche est fixé dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 28.1. du CCAG-Travaux, la période de préparation des travaux est fixée à un (01) mois. La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Le planning prévisionnel d'exécution prévoit un délai global de onze (11) mois, hors période de congés, intempéries et période de préparation.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au 29 novembre 2025.

Par dérogation aux dispositions de l'article 18.1.4 du CCAG-Travaux, le calendrier prévisionnel ne précise pas les dates d'intervention mais leur durée par rapport à la semaine de démarrage de la période d'exécution. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré à partir du calendrier prévisionnel d'exécution.

Tout retard dans l'exécution du planning prévisionnel peut donner lieu, sur appréciation du maître d'œuvre, à l'application des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Article 5 - Connaissance de site

Le prestataire est réputé avoir connaissance des lieux d'exécution des prestations.

À cet effet et avant la remise de son offre, le soumissionnaire est réputé :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux de domaines différents.

Une autorisation individuelle d'accès sera obligatoirement fournie à chaque intervenant par le maître d'ouvrage. Un certificat de visite sera délivré à l'entreprise à l'issue (cf. ANX 1 – CCTP)..

En aucun cas, le titulaire pourra, en cours d'exécutions du marché, se prévaloir d'une quelconque non-conformité de son offre par rapport aux pièces constitutives du marché ou d'une méconnaissance des lieux d'intervention pour revoir son offre financière à la hausse.

L'état technique insuffisant dans lequel pourraient se trouver certains équipements à la date d'effet du marché, ne donnera lieu à aucun paiement supplémentaire, le Prestataire étant réputé avoir vu et visité les immeubles avant de s'engager.

En aucun cas, le titulaire ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

Article 6 - Obligations du titulaire

6.1 Contraintes horaires d'exécution

Les prestations devront être réalisées en dehors des jours fériés et du lundi au vendredi de 08 heures à 12 heures et de 13 heures 30 à 18 heures.

L'accès aux bâtiments et la réalisation des prestations sont autorisés et programmés par le service ci-dessous :

Caserne de gendarmerie mobile – Quartier Buquet

EGM 14/3 BREST

Mail : egm14-3.brest@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Téléphone : 02 98 42 78 05

6.2 Représentant du titulaire

Les interlocuteurs désignés dans le cadre technique de l'offre sont les interlocuteurs réputés vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes chargées de la réalisation des prestations doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- au capital social de l'entreprise ;

ainsi que toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

6.3 Liste nominative du personnel et liste des véhicules

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage la liste nominative du personnel exécutant les prestations dans un délai de huit (08) jours à compter de la notification de chaque ordre de service de démarrage. Cette liste nominative devra être impérativement accompagnée de la pièce d'identité de chaque agent ainsi que de la carte grise des véhicules utilisés pour l'exécution du marché qui seront amenés à pénétrer dans la caserne.

Ces documents seront soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit d'accepter ou non, sans justification, un personnel sur les lieux d'exécutions des prestations.

Toute modification pouvant intervenir dans la composition du personnel doit être notifiée au maître d'ouvrage au moins huit (08) jours avant l'arrivée sur site du nouveau personnel. En cas d'absence d'un des personnels, le titulaire doit alors informer le maître d'ouvrage et pallier cette absence dans les plus brefs délais.

Conformément au 2^e article du règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE « la durée de conservation des données est limitée au strict minimum » soit durant la consultation et l'exécution du marché.

(<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>).

6.4 vêtement de travail et EPI

Les entreprises veilleront à équiper les ouvriers d'équipement de protection individuelle (EPI) nécessaires à la réalisation des prestations. Le personnel devra être identifiable par le port d'un signe distinctif sur les vêtements (logo, badge BTP).

6.5 Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard du service et de ses usagers. La personne publique se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter un agent (comportement inacceptable, horaires non respectés, prestations de mauvaise qualité ...).

6.6 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ni être utilisés directement par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché ainsi que des poursuites juridiques.

6.7 Mesure de sécurité

Les prestations sont exécutées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent.

Compte tenu du contexte sécuritaire actuel et conformément au Code de la sécurité intérieure (notamment art. L.114-1, L.234-1 et 2, et R.114-4), l'autorisation d'accès à l'emprise militaire est subordonnée à la réalisation préalable d'une enquête administrative de sécurité.

Par conséquent la liste nominative du personnel et l'identification des véhicules sont définis à l'article 6.3 du présent CCAP.

Il sera interdit aux agents effectuant la prestation pour le compte du titulaire, de se déplacer au sein de la caserne en dehors du lieu de la prestation, sauf autorisation expresse de la personne publique.

6.8 Sujétions des activités d'exploitation

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens des parties prenantes par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Article 7 - Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables » – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR disponible sur le site du ministère de l'économie ou des finances et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le représentant du pouvoir adjudicateur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes. La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche.

Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

Article 8 - Clause sociale

8.1 Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, le titulaire du marché devra s'assurer qu'il :

- respecte ses obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- n'est pas condamné pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et pour le non-respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L. 1146-1 du Code du travail) ;
- met en place (pour les entreprises de plus de 50 salariés) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

8.2 Clause d'insertion sociale

Le maître d'ouvrage dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L2112-4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, à hauteur de 315 heures d'insertion répartie de la sorte :

- Tranche ferme : 191 heures
- Tranche optionnelle : 124 heures

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, le pouvoir adjudicateur souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Le(s) bénéficiaire(s) pourront bénéficier durant la période du marché de l'accompagnement tant des opérateurs d'insertion que du pouvoir adjudicateur au travers de son facilitateur, des aides à la formation, des prestations du service public de l'emploi (France Travail, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CCAS...).

Les publics visés

L'entreprise devra impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

- Demandeurs d'emploi remplissant la condition d'inscription à France Travail depuis plus de douze (12) mois ;
- Bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux ;
- Demandeurs d'emploi ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ;
- Jeunes de moins de 26 ans sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP), prioritairement accompagnés par les Missions locales ou en reconversion professionnelle ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories. Chaque profil devra être validé en amont par le facilitateur avant toute mise à disposition.

Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'entreprise retenue, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recrutement direct par l'entreprise titulaire en CDI, CDD, contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (en embauche directe ou par l'intermédiaire d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)) ;
- 2ème modalité : Le titulaire est en relation avec un organisme extérieur agréé par le maître d'ouvrage qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :
 - D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - D'une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
 - D'une association intermédiaire (AI) ;
- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion agréée par le maître d'ouvrage et le facilitateur social.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement d'information et d'assistance qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

DEFIS EMPLOI Pays de Brest
Chargées de mission « Clause D'Insertion »
1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST
coordinationregionale.clause@defisemploi.bzh

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet : c.amberlin@defisemploi.bzh
Magalie LE CORRE – Chargée de mission : m.lecorre@defisemploi.bzh
Tancrede CHAUVIERE – Chargé de mission : t.chauviere@defisemploi.bzh
Hervé CORRE – Chargé de mission : h.corre@defisemploi.bzh

Ce dispositif s'appuie sur un chargé de mission « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Le chargé de mission assurera le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le référent (tuteur) désigné par le titulaire.

Modalités d'exécution de l'action d'insertion

Les candidats n'ont pas à remplir de documents spécifiques relatifs à l'action d'insertion professionnelle au stade de la remise des plis car l'action d'insertion constitue une condition d'exécution du marché et non pas un élément de l'offre.

Dans les dix (10) jours qui suivent la notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec la plateforme d'animation des clauses d'insertion. Cette prise de contact permettra de définir quelles sont les modalités retenues par le titulaire, parmi les trois choix qui lui sont proposés, pour la mise en œuvre de cette clause d'insertion professionnelle.

Le contrôle de l'action d'insertion

Le maître d'ouvrage s'assurera par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements de l'entreprise.

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise devra prendre l'attache du chargé de mission « clause insertion professionnelle » qui étudiera avec elle les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre de répondre à ses obligations. .

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, s'agissant d'un manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité correspondante au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées multiplié par cinquante (50) euros.

Article 9 - Clause environnementale

9.1 Dispositions générales

Le Pouvoir Adjudicateur, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L.2111-1 du Code de la commande publique.

Dans le cadre des prestations objet du marché, le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour garantir :

- La gestion des déchets produits en cours d'exécution du marché, et notamment leur traçage/traçabilité vers des filières de recyclage DEEE ;
- La diminution des rejets CO², notamment le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales ;
- Une organisation interne pour le suivi, le recyclage ou la dépollution des déchets produits (ou du matériel usager) ou collectés lors de l'exécution du marché tenant compte de la nécessité d'utiliser l'application TRACKDECHETS pour le suivi administratif et techniques des déchets concernés ;
- La prise en compte des consommations énergétiques lors de la proposition de matériel de remplacement ;
- Un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie ;
- L'usage des produits d'entretien et d'hygiène qui répondent aux critères des écolabels référencés (européens et NF environnement) ou équivalents. Le candidat indique, s'il a mis en place dans le cadre de son activité, un système de management environnemental prenant en compte la formation et la sensibilisation du personnel, le respect des consignes de traitement des déchets et la limitation de la consommation d'eau et d'énergie.

9.2 Gestion des déchets

Les déchets sont triés, collectés et traités par le Titulaire selon la réglementation en vigueur. Aucun déchet ne doit subsister sur site après intervention du Titulaire ou des sous-traitants.

Le Titulaire rédige une fiche process sur la gestion des déchets en identifiant les différents partenaires, c'est-à-dire le service bénéficiaire et la société agréée réalisant le retraitement. Ce document constitue une pièce contractuelle qui est un repère pour chaque partie prenante et permet à chacun de prendre conscience de ses obligations et des actions à produire à chaque étape de la gestion des déchets, de leur genèse à leur élimination ou retraitement/recyclage.

Le Titulaire indique les modes de traitement et les filières de valorisation des déchets qui lui semblent les plus appropriés en communiquant à cette fin toutes informations utiles à la Région de gendarmerie de Bretagne.

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont à la charge du Titulaire, concernant leur fourniture aux agents intervenants ainsi que leur gestion en tant que déchets après usage.

La collecte et l'évacuation des déchets vers la filière de traitement ou recyclage adaptée se fait à chaque intervention ou peut être basée sur des fréquences à déterminer (avec le service), liées au niveau de remplissage des containers. Dans cette hypothèse, Le Titulaire déclenche une intervention dès que la limite haute du niveau de stockage est atteinte ou que la demande lui en est faite.

Dans tous les cas, un bordereau de suivi et de retraitement des déchets dangereux (le cas échéant) est fourni au Bureau de l'Immobilier et du Logement (BIL) à chaque opération (via l'application « Trackdéchets »).

Ce bordereau est généré automatiquement et doit être transmis de manière dématérialisée le plus rapidement possible.

Il devra être produit au BIL avant tout départ des déchets, faute de quoi, le Titulaire s'expose à l'application de la pénalité prévue à l'article 18.

9.3 Prévention des nuisances acoustiques

Pour tous travaux à l'aplomb de zones sensibles et en activité, le titulaire du marché limitera les risques de nuisances acoustiques engendrées par le chantier, selon le principe que les bruits de chantier ne doivent pas causer une gêne excessive pour les utilisateurs du site, le voisinage et l'environnement.

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

- le titulaire doit présenter au maître d'œuvre, préalablement au début des travaux, sur demande de ce dernier, les mesures qu'il envisage de prendre pour atténuer le bruit ;
- le percement avant 08h30 et durant la coupure du déjeuner n'est pas autorisé ;
- le travail de nuit (20h – 7h) et jours fériés est interdit.

Le non-respect de ces obligations entraînera les pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Article 10 - Prix - Actualisation

10.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire est l'Euro (€).

La forme du prix du marché est globale et forfaitaire.

Les prix sont fermes et actualisables pour toute la durée du marché.

Le montant figurant à l'acte d'engagement, rémunère le titulaire pour l'exécution de l'ensemble des prestations prévues au marché. Les prix comprennent toutes les taxes, charges et assurances et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire étant reconnu comme le sachant, il devra intégrer dans son offre toute sujétion nécessaire à la bonne exécution du marché.

Les prix portés sur l'acte d'engagement par le titulaire sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) en précisant le taux de TVA.

10.2 Actualisation des prix

En application des articles R.2112-10 et R.2112-11 du Code de la commande publique :

- Le prix de chaque tranche sera actualisé si un délai supérieur à trois (03) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;
- l'actualisation se fera aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois (03) mois au début d'exécution des prestations.

Formule d'actualisation :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

Avec :

P_0 : Prix initial du contrat

P_a : Prix actualisé

I_0 : Valeur de l'index de référence au mois de remise des offres (M0)

I_{m-3} : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Index de référence : Index du bâtiment – BT47 – Électricité – Base 2010 – Identifiant 001710979 publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710979>

10.3 Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à la nature de l'activité).

Le titulaire adresse pour approbation son calcul d'actualisation par envoi dématérialisé avec accusé de réception à compter du démarrage de la prestation au service chargé du suivi administratif indiqué à l'article 2.2, à savoir : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

L'actualisation du prix est accompagnée d'une DPGF actualisée.

Article 11 - Paiement - Facturation

11.1 Modalités de règlement

Le paiement s'effectue par mandatement administratif sur le compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement et le relevé d'identité bancaire (RIB) fourni. Il est effectué sur présentation d'une demande de paiement.

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

11.2 Intérêts moratoires

Les articles L.2192-13 et R.2192-32 du Code de la commande publique considèrent que le constat d'un retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire et sans aucune formalité nécessaire de réclamation de la part de l'opérateur économique concerné, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai du paiement ou à l'échéance prévue dans le contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne, majoré de huit (08) points, auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Conformément à l'article R.2192-36 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage doit s'acquitter de ces créances dans un délai de quarante-cinq (45) jours.

11.3 Facturation

La situation pour solde devra reprendre le montant total du marché, faire apparaître le détail de l'avancement des travaux effectué et sera accompagnée d'un procès verbal (PV) de réception des travaux validé par le bureau de l'immobilier et du logement (BIL). Pour pouvoir être mise en paiement, cette dernière devra être accompagnée d'un projet de décompte définitif.

Les situations de travaux devront comporter, outre les mentions légales, les éléments suivants :

- le numéro de demande de paiement ;
- l'adresse de facturation ;
- **le nom et l'adresse de l'entrepreneur ;**
- le numéro d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro et la date d'établissement ;
- le numéro et la date du marché ;
- **le numéro d'engagement juridique ;**
- le numéro de l'ordre de service ;
- la tranche concernée ;
- le détail des prestations hors TVA ;
- **le taux et le montant de la TVA ;**
- le montant total des prestations exprimés en euros ;
- le tampon de la société ;
- la signature d'une personne ayant le pouvoir d'engager la société.

Les situations de travaux seront accompagnées d'une copie de l'ordre de service de début d'exécution et du ou des PV de réception correspondant et transmises par voie dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre de ces éléments, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute situation d'avancement de travaux transmise avant la fin d'exécution des prestations, incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour au titulaire par le centre de service partagé (CSP) - Chorus afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées et devra envoyer la situation d'avancement de travaux dite « conforme » ou les avoirs correspondants.

Le délai de paiement mentionné à l'article 11.1 du présent CCAP ne prend effet qu'à compter de la date de réception conforme des documents demandés ci-dessus.

Article 12 - Avance

12.1 Dispositions générales

L'article R.2191-3 du Code de la commande publique dispose qu'une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (02) mois.

Conformément à l'article R.2191-13 du Code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire pour chaque tranche affermie.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance doit être au plus égal à 5 % (ou 30 % pour une PME) du montant initial toutes taxes comprises du marché. Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Son remboursement interviendra selon les dispositions de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

12.2 Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 % (ou 30% pour une PME) du montant des prestations sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Article 13 - Cession ou nantissement de créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à 63 du Code de la commande publique.

Article 14 - Réception

14.1 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve(s), l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

Le titulaire procédera au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédiera aux défauts constatés afin de présenter aux opérations préalables à la réception des ouvrages en parfaite concordance avec les prescriptions fournies dans le CCTP.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le maître d'œuvre fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas rempli la totalité des obligations, il se verra appliquer une pénalité prévue à l'article 18 du présent CCAP).

Par dérogation à l'article 42.5 du CCAG-Travaux, la libération des sûretés est applicable à l'expiration du délai de garantie de chacune des tranches.

14.2 Levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, en cas de réception avec réserves, leur levée intervient dans le délai demandé par le maître d'ouvrage. À défaut, les délais de garanties attachés au marché seront prolongés d'autant que le retard constaté pour la dernière levée de réserves.

14.3 Documents fournis après exécution

L'article 40 du CCAG-Travaux s'applique.

Article 15 - Garanties

Les dispositions relatives aux garanties sont décrites à l'article 1.7. du CCTP.

15.1 Garantie de parfait achèvement

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un (01) an à compter de la réception des travaux.

Si à l'expiration de ce délai, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux prévus à l'article 44.1 du CCAG, et que l'ensemble des réserves n'est pas levé, le délai de garantie est prolongé, pour chaque tranche, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations par dérogation à l'article 44.2 du CCAG.

15.2 Garantie de bon fonctionnement

Les travaux feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux (02) ans à compter de la réception des travaux.

Cette garantie impose au titulaire de réparer ou remplacer à ses frais les éléments d'équipement dissociables défectueux et ne s'applique qu'aux désordres non apparents à la réception des travaux.

Si à l'expiration du délai, le titulaire n'a pas procédé à la réparation ou au remplacement des éléments d'équipement défectueux, il se verra appliquer une pénalité prévue à l'article 18 du présent CCAP).

15.3 Garanties particulières

La responsabilité de l'entrepreneur, en cas de désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels causés aux tiers restera en tout état de cause pleine et entière, tant à titre principal que comme garant du maître d'ouvrage y compris si ces désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels ne se sont révélés ou n'ont été portés à la connaissance de l'un ou l'autre des cocontractants qu'après la réception sans réserve des travaux ou arrêté sans réserve du décompte définitif.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant dix ans compter à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

15.4 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée au présent marché.

Article 16 - Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit :

- à une ou des polices d'assurance couvrant sa responsabilité civile, ainsi que celles de ses commettants ou préposés, à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

- à une police d'assurance couvrant sa responsabilité décennale et s'appliquant pour l'opération du présent marché, dont les termes doivent être conformes aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 dans sa version consolidée du 9 juillet 1996.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que ses polices s'appliquent sans restriction ni réserve et ne comporte aucune clause de réduction de garantie ni de règle proportionnelle dans le cadre de l'opération objet du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, de payer directement les primes de la Compagnie d'Assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra produire les attestations en cours de validité émanant de sa(es) compagnie(s) d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout début d'exécution.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire renouvellera les attestations d'assurance quinze (15) jours au plus tard après leur fin de validité.

Tout retard dans la production des attestations peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Article 17 - Clause de réexamen

17.1 Dispositions générales

Conformément aux articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, une clause de réexamen pourra être activée.

Conformément à l'article R.2194-8 du Code de la commande public, le marché pourra être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 15 % du montant du marché initial.

Par dérogation à l'article 54 du CCAG-Travaux, des modifications pourront être réalisées, en toutes circonstances, dans les cas suivants :

- surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- modification de l'enveloppe financière affectée aux travaux ;
- conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du contrat.

Ces modifications interviennent selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat. Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, l'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé du titulaire et du représentant du pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire par l'acheteur public.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article 20-Résiliation du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

Sauf motif exceptionnel et après accord du maître d'ouvrage, le montant indiqué dans l'avenant devra tenir compte des prix de l'annexe financière de l'offre initiale du titulaire.

17.2 Pandémie, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le Titulaire a une obligation de résultat.

Il s'assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

Article 18 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par la personne publique, partie prenante du marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retard(s) concerné(s) ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Dès notification des pénalités, la réfaction des prix est effectuée sur la facture émise par le titulaire. Les pénalités sont déduites du montant TTC de la facture.

Par dérogation aux articles 19 et 3.6.4.5. du CCAG-Travaux, les pénalités suivantes seront appliquées :

Motifs	Délai d'application	Pénalités appliquées
Présence sur site d'un sous-traitant non déclaré	À effet immédiat	1000 € / constat
Sous-traitance non déclarée conformément au marché et/ou hors délai	À effet immédiat	150 € / jour calendaire de retard
Retard ou absence de remise des documents demandés par la personne publique (planning, plan, DOE, assurance, etc...)	À compter du 10 ^e jour calendaire de la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage	50 € / jour calendaire de retard
	À effet immédiat concernant les documents remis à l'issue de la phase de préparation.	
Retard dans l'exécution des prestations (non-respect du calendrier) sauf justifications avérées	À effet immédiat	100 € / jour ouvrable de retard
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	À compter de la réception des travaux	50 € multiplié par le nombre d'heures d'insertion non réalisé
Non transmission du bordereau de suivi Track-déchets	24h après chaque opération	50 € / constat
Non-respect de la sécurité ou des mesures de prévention sur le chantier	À effet immédiat	150 € / constat
Retard pour la levée des réserves	À effet immédiat à l'expiration du délai indiqué par le maître d'ouvrage	100 € / jour ouvrable de retard
Retard dans l'exécution de la garantie de bon fonctionnement	À effet immédiat à l'expiration du délai indiqué par le maître d'ouvrage	100 € / jour ouvrable de retard
Absence ou retard de plus de 30 minutes injustifiés aux réunions	À effet immédiat	100€ / par absence

Tout jour commencé est compté pour un jour entier de retard. Les pénalités sont applicables à partir du jour de la constatation du manquement.

Par dérogation à l'article 19.2.1. et 19.2.2. du CCAG-Travaux, les pénalités sont applicables sans plafond ni exonération.

Article 19 - Langue

Le présent marché est passé conformément aux règles du Code de la commande publique. Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en langue française.

Article 20 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Conformément à l'article 50.3.2 du CCAG-Travaux une mise en demeure sera notifiée par le maître d'œuvre au titulaire via un envoi avec accusé réception. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du courrier pour prendre toutes les mesures nécessaires afin de remédier au motif de la mise en demeure.

À défaut d'obtempérer immédiatement ou en cas de non réactivité du titulaire dans le délai imparti, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les dispositions de résiliations prévues au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4. du CCAG-Travaux aucune indemnisation ne sera versée en cas de résiliation pour motif d'intérêt général. Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux (02) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

La demande de résiliation sera formulée par LRAR ou via l'outil de messagerie PLACE.

Article 21 - Litiges

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le Médiateur des entreprises, dont la saisine s'effectue sur le site internet du Ministère de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics.

Ils peuvent également s'adresser au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dont les coordonnées sont les suivantes :

CCIRA DE NANTES
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte - CS 44416
35044 Rennes Cedex

Article 22 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe »

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1^{er}, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du Code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr).

Article 23 - Dérogation au CCAG - Travaux

Toutes les dispositions du CCAG-Travaux relatif à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux s'appliquent au présent marché à l'exception des dispositions indiquées ci-dessous :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
2.7.2 Sous-traitance	Article 3.6.1.5
4.2 Prise d'effet et délai d'exécution	Article 18.1.4
14.1 Réception	Article 42.5
14.2 Levée des réserves	Article 41.6
15.1 Garantie de parfait achèvement	Article 44.2
17 Clause de réexamen	Article 54
18 Pénalités	Articles 19 + 19.2.1 + 19.2.2 + 3.6.4.5
20 Résiliation	Article 50.4